Le patrimoine en France : Une génération d'histoire. 1980-2010

Dominique Poulot

► To cite this version:

Dominique Poulot. Le patrimoine en France : Une génération d'histoire. 1980-2010. Culture et Musées, 2013, Hors-série, pp.189-213. 10.4000/culturemusees.773 . hal-03272719

HAL Id: hal-03272719

<https://hal.science/hal-03272719>

Submitted on 28 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Culture & Musées

Muséologie et recherches sur la culture

Hors-série | 2013

La muséologie : 20 ans de recherches

Le patrimoine en France : Une génération d'histoire. 1980-2010

Heritage in France : A Generation of History 1980-2010

El patrimonio en Francia : una generación de historia 1980-2010

DOMINIQUE POULOT

p. 189-213

<https://doi.org/10.4000/culturemusees.773>

Résumés

Français English Español

Les histoires de patrimoines et de musées parues au cours de la dernière génération en France témoignent d'une professionnalisation des recherches. Hier marginale, simple passe-temps du métier de conservateur, d'archiviste ou d'administrateur, ou auxiliaire d'un engagement militant contre les vandalismes, l'histoire de la patrimonialisation est devenue un domaine académique à part entière. Toutefois, le débouché éditorial et savant de ces recherches demeure faible, pour des raisons diverses, tout à la fois institutionnelles et intellectuelles. En particulier, le point de vue de l'expert éclipse trop souvent la prise en compte des phénomènes de réception et d'appropriation. Une histoire sociale des provenances et des trajectoires des objets doit compléter les enquêtes sur les processus administratifs et politiques.

During the last thirty years, there has been an evolution in the published stories about heritage sites and museums, within which we can see the increased professionalization of research. The history of heritagization has now emerged as a distinct field of academic research, whereas in the past it existed as an element alongside the professions of curator, archivist, and administrator, or within militant opposition to vandalism. However, for a variety of academic and institutional reasons, there is still little research and publication in this field. In particular, specialist and administrative points of view too often neglect the importance of taking into account the phenomena of perception and appropriation. The social history of the changing role of these processes, their origins, and their development must be added to the traditional enquiries into the fortunes of heritage.

La evolución de las historias de patrimonios y museos aparecida en el transcurso de la última generación en Francia muestra una profesionalización de las investigaciones, en relación a su marginalidad anterior. Antes, contiguo al oficio de conservador, archivista o administrador, o acompañamiento de un compromiso militante contra los vandalismos, la historia de la

patrimonialización se ha transformado en un área académica completa. Al mismo tiempo, la veta editorial y erudita de dichas investigaciones permanece débil. En particular el punto de vista del experto y de la administración eclipsa demasiado frecuentemente la consideración de fenómenos de recepción y de apropiación. Una historia social de los procesos, de los orígenes y de las trayectorias en sus re-configuraciones, debe completar las investigaciones tradicionales sobre el destino crítico del patrimonio.

Entrées d'index

Mots-clés : patrimoine, histoire

Keywords: heritage, history

Palabras clave: patrimonio, historia

Texte intégral

- 1 Les travaux historiques à propos du patrimoine connaissent-ils la même *panne* que celle que diagnostique Martine Segalen dans la réflexion patrimoniale en général, après l'âge d'or de ce qu'elle appelle les « années patrimoine » (Segalen, 2005) ?
- 2 Distinguons d'abord entre les histoires de patrimoines au sens traditionnel du terme, à savoir les histoires d'objets de patrimoine, de monuments, de traditions, de musées, et les histoires de la patrimonialisation. Longtemps, la définition même du champ s'est de fait confondue avec l'histoire de l'art français. L'unique équipe de recherche du CNRS sur l'histoire de l'art, le centre André Chastel, se définit ainsi comme un « laboratoire de recherche sur le patrimoine français et l'histoire de l'art occidental¹ ». On postule souvent que l'histoire du patrimoine est écrite par les services de l'Inventaire, qui seuls auraient légitimité et compétence pour rendre compte scientifiquement du paysage patrimonial, grâce notamment au recours aux différents vocabulaires édités depuis le lancement de cette administration (Loyer & Hervier, 2003 ; Gauthiez, 2010).
- 3 L'histoire du patrimoine entendue comme étude des processus de patrimonialisation et des processus de territorialisation – en particulier le passage du couple nation-patrimoine à la *mondialisation* de la notion – est, par contraste, une configuration de recherche récente (Poulot, 1992). Analyser la fabrique patrimoniale c'est travailler à comprendre le processus de reconnaissance sociale visant à conserver et à transmettre aux générations futures des biens communs pour leur valeur historique et/ou artistique. L'opération s'est jouée dans l'émergence simultanée des catégories de l'art national et de l'histoire de l'art comme objets critiques. L'histoire *au second degré* du patrimoine, prise dans cette acception, a d'abord été écrite par des professionnels de l'administration ou de l'expertise, parfois dans les marges d'un travail de rapporteur sur des dossiers juridiques, archivistiques ou techniques, parfois dans le cadre d'un engagement personnel et militant cousin de l'emploi officiel, en tout cas étroitement lié à une position dans le temps présent de la patrimonialisation. L'appropriation du sujet par des historiens académiques, professionnels, a été beaucoup plus récente, et à vrai dire, ce n'est guère qu'avec les *Lieux de mémoire* de Pierre Nora que cette histoire du patrimoine a eu droit de cité. On peut avancer que le cadre méthodologique et les objectifs de la majorité de ces recherches n'ont guère varié depuis lors, mais que d'évidents ajustements paraissent aujourd'hui nécessaires.

Les enjeux contemporains d'une histoire du patrimoine

- 4 Les travaux récents qui se réclament d'une pareille approche peuvent se diviser, pour la clarté de l'exposé, en deux catégories : d'une part ceux qui s'attachent à réviser – ou à compléter au moins – les recherches précédentes sur la moyenne ou la longue durée, et d'autre part ceux qui s'attachent à l'histoire immédiate des années récentes. Ces derniers sont les plus abondants, ce qui témoigne en la matière d'une spécificité de l'histoire contemporaine, dite aussi « du temps présent », qui a fait l'objet de divers diagnostics au cours de la dernière génération de philosophes et d'historiographes (Rousso, 2012). L'histoire du patrimoine français d'après 1945 avait été marquée par les nécessités de la reconstruction, mais moins que dans d'autres pays européens, car la France avait à déplorer relativement peu de destructions (Voldman, 1997). Du reste on ne trouve, lors de ces reconstructions, aucune tentative comparable à la restauration-préservation spectaculaire menée à Coventry, et à son poids symbolique. Le cas du village d'Oradour est à mettre à part tant il est emblématique d'une réflexion sur « Faut-il restaurer les ruines ? » (*Actes des entretiens du Patrimoine*, 1991). Ces entreprises de reconstruction ont fait l'objet de plusieurs thèses de doctorat récentes, qui permettent d'en avoir une idée précise. Ainsi Patrice Gourbin a-t-il brossé un panorama très large, au-delà de la monographie de la reconstruction de Caen, de la place des monuments historiques au cours de l'épisode (Gourbin, 2008).
- 5 La politique à l'égard du patrimoine de la Ve République a suscité un nombre important d'études, notamment à propos de l'administration et des savoirs mobilisés, susceptibles d'accompagner telle intervention ou de la combattre, de justifier telle restauration (Baudoui, 1997 ; Poirrier & Vadelorge, 2003). Des analyses à une autre échelle ont également porté sur les acteurs, ainsi les architectes « en chef », et les architectes des Bâtiments de France, les deux entretenant des relations hiérarchiques et pratiques complexes (Lamy, 1993). On a écrit la généalogie de l'entreprise de l'Inventaire (Bodiguel, 2000) et celle des opérations de décentralisation de l'État en matière de politique culturelle (Arnal & Hervier, 2004). Il n'en reste pas moins que la protection des monuments historiques demeure une responsabilité régaliennne, et que la question a fait l'objet de polémiques de la part de certains spécialistes de l'histoire et du droit du patrimoine (Leniaud, 1998, 2002).
- 6 C'est à l'occasion de manifestations comme l'année du patrimoine que le terme a acquis sa signification contemporaine (Guillaume, 1980 ; Desvallées, 1995). Les politiques culturelles de l'État, à partir des décennies quatre-vingt, ont fait passer le culte de l'héritage de la préoccupation traditionnelle des élites à une forme d'engagement en faveur de la démocratisation culturelle. Le cas des patrimoines industriel et rural est un peu différent, le premier relevant d'un *retard* de la France – souvent remarqué, et déploré – par rapport au reste de l'Europe, le second entretenant des liens complexes avec l'affirmation neuve d'un patrimoine ethnologique². La politique culturelle semble être soumise à la *spirale inflationniste*. Les propos officiels témoignent d'un dessein de plus en plus militant en la matière, depuis les « nouveaux patrimoines » promus en 1981 jusqu'au colloque « Les monuments historiques demain » tenu à Paris (1984), les rencontres nationales des écomusées « En avant la mémoire ! » (1986) ou le forum du patrimoine à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette (1987). Le rapport Querrien de 1982, *Pour une nouvelle politique du patrimoine*, rassemble commodément, et sans doute paresseusement, les traits utopiques et gestionnaires à la fois de cette réflexion qui veut « faire passer dans notre patrimoine le souffle de la vie et en finir avec une vision trop répandue selon laquelle le patrimoine ne serait qu'un ensemble de choses inertes » (Querrien, 1982 : 5-7).
- 7 La notion de patrimoine urbain, en particulier, est une des conséquences des changements de la physionomie des villes, dès la fin du XIX^e siècle, mais surtout après la Seconde Guerre mondiale, tant sur le plan de la protection que sur celui de l'urbanisme patrimonial. À partir des années quatre-vingt, un changement d'échelles de la patrimonialisation s'est opéré – ce que Guy Saez a récemment baptisé le « tournant métropolitain des politiques culturelles » (2012). Le domaine des études urbaines,

différemment selon les traditions académiques, est devenu *de facto* le champ privilégié pour penser le phénomène de patrimonialisation, à la fois dans sa méthodologie, dans les approches comparatives et dans les questions de périodisation³. La traduction en termes historiques a esquissé un domaine globalement encore peu représenté (Charle & Roche (dir.), 2002 ; Charle (dir.) 2004, 2009). D'autres approches ont tenté une lecture en termes de *sciences de la ville*, un domaine effectivement lié à la notion de patrimoine mais qui est souvent oublié. Une abondante littérature professionnelle s'emploie alors à inventorier des patrimoines inédits ou à reconsidérer ceux déjà identifiés, qui requièrent dépoussiérage et mise à jour. Le résultat est que le concept de patrimoine, à bien des égards, s'est peu à peu affaibli sinon banalisé, et recouvre désormais une multiplicité de notions et d'objets. Pour Vincent Dubois, à l'image de la culture elle-même, « c'est une catégorie floue qui est institutionnalisée et ce n'est que grâce au flou qu'elle est institutionnalisée » (Dubois, 1999 : 237)⁴.

- 8 La reprise toute récente par la France de la défense du patrimoine « immatériel », à la suite de la convention du même nom promue par l'Unesco, paraît du reste signifier que le patrimoine a une adaptabilité sans limites. Au-delà des capacités de l'invention et du recyclage administratif, les monuments à conserver mobilisent en France deux types d'intérêt social et politique, entendu au sens le plus large, semblables à ceux des autres pays européens. D'une part, ils participent aux configurations de la légitimité culturelle, aux réflexions sur l'identité et sur les politiques du lien social, bref à de nouvelles modalités de la citoyenneté (Beghain, 1998 ; Bensa & Fabre, 2001 ; Kowalski, 2012). D'autre part, leur usage tient lieu d'instrument souvent décisif d'un développement local ou national, en raison de l'importance du tourisme et des pratiques marchandes du savoir et du loisir dans un pays saisi par la mondialisation et la métropolisation (Grefe, 2003 ; Kockel, Craith & Frykman, 2012 : 389-406)⁵.

Une génération de travaux savants sur le patrimoine monumental

- 9 L'initiative de l'Année du patrimoine conduisit, notamment, à des examens ou à des réexamens du lexique. Le numéro de la *Revue de l'Art* d'alors a publié une synthèse d'André Chastel et de Jean-Pierre Babelon, inaugurant une perspective qui, relayée par une réédition opportune (Babelon & Chastel, 1994), s'est révélée féconde pendant environ un quart de siècle. La grande entreprise conduite par Pierre Nora a ensuite incarné l'âge d'or de cette préoccupation patrimoniale *classique* chez les historiens. Depuis lors, on assiste à une sorte d'éclatement de l'histoire du patrimoine, qui laisse aujourd'hui apercevoir un paysage considérablement bouleversé (Nora, 1984-1992).
- 10 Le regard porté sur le patrimoine procède traditionnellement d'une forme de veille devant les transformations des monuments, les (re)découvertes du goût et, principalement, les menaces dues aux conditions politiques, sociales, esthétiques. La critique artistique, spécialement la critique d'architecture, a toujours revendiqué, par exemple, un rôle patrimonialisateur, et a entendu exercer simultanément son jugement sur les patrimoines officiellement promus. La vie culturelle française a été marquée par les interventions à cet égard de divers historiens de l'art, dont les plus célèbres ont été celles d'André Chastel, réunies par la suite en recueils (1980, 1986, 1994a, 1994b). Cette littérature utilise volontiers les références historiques et patrimoniales dans le débat contemporain pour inventer une tradition nationale. Elle répond à un dessein pédagogique voulant soit initier directement ses lecteurs au patrimoine, soit militer contre le vandalisme, ou plus largement combattre différentes formes d'impéritie (Toulier, 2000 ; Monnier, 2004). Cette production a été moins développée en France que dans d'autres pays européens – l'Italie au premier chef – en raison de l'absence d'un enseignement régulier d'histoire de l'art dans le cadre scolaire, et plus généralement d'une marginalité de

la culture matérielle par rapport à la littérature dans les représentations les plus élevées de l'art. Mais on observe aujourd'hui un petit progrès, avec l'apparition de manuels d'histoire de l'art, liés à l'éventuelle généralisation d'un enseignement de l'histoire de l'art dans le second degré et devant faire une place aux histoires des intérêts patrimoniaux.

11 Souvent, l'intérêt rétrospectif des milieux professionnels du patrimoine français est né de crises institutionnelles, sinon de menaces de destruction : les exemples récents abondent où l'annonce d'une perte a entraîné la commande de rapports, la plupart avec une partie rétrospective, et donc un renouveau de l'histoire immédiate d'une préservation⁶. L'évolution de structures traditionnelles, comme l'ancienne Caisse nationale des monuments historiques et des sites, a entraîné également des changements d'orientation éditoriale. La revue sans doute la plus associée à l'histoire du patrimoine, *Monuments historiques*, a aujourd'hui disparu, qui publiait régulièrement des articles érudits⁷. On doit en revanche saluer les efforts du Comité des travaux historiques et scientifiques, lié depuis l'origine aux politiques patrimoniales de l'État et des associations, pour éditer des instruments de travail ou des sources de l'histoire du patrimoine – comme le *Corpus Vitraeum* dans sa partie française.

12 Une histoire des institutions et de leur fonctionnement s'est donc affirmée et consolidée, souvent dans le dialogue avec la mémoire officielle. L'étude des corps et des milieux spécifiques qui participent directement à la construction du patrimoine national – architectes en chef, conservateurs, membres des conseils, chefs de bureaux, etc. – a permis de comprendre les logiques d'un fonctionnement administratif, ses enjeux et ses limites. Une telle mise en perspective a peu à peu construit l'histoire du service des monuments historiques, grâce à des monographies de monuments, et d'architectes, ou plus rarement grâce à une histoire des techniques de restauration. Issue de l'administration du patrimoine, ou liée à elle, une génération de chercheurs aujourd'hui émérites (Françoise Berçé, Françoise Hamon, Jean-Michel Leniaud⁸) a largement promu, dans son enseignement, sa direction de travaux ou ses publications, une démarche d'évaluation des politiques culturelles menées en la matière jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle. Il est d'ailleurs significatif qu'une partie de la recherche sur le patrimoine ait trouvé asile et encouragement au sein du Comité d'histoire du ministère de la Culture qui organisa dès sa fondation de nombreux colloques ou travaux collectifs (Girard & Gentil, 1996 ; Valedorge, 2003 ; Laurent, 2003 ; Lengereau, 2001).

13 Parallèlement, la manifestation la plus éclatante d'un changement de l'approche historienne du patrimoine au sein du milieu conservateur a été l'inflexion donnée aux rencontres officielles de la profession : après une tradition de colloques exclusivement consacrés à des aspects techniques de la restauration ou de la conservation⁹, la série des *Entretiens du Patrimoine* a mobilisé de nombreux historiens au fil de ses volumes plus ou moins thématiques, permettant à quelques ténors de la profession – Pierre Nora, François Furet, Jacques Le Goff, François Loyer – de faire connaître à un public d'experts leurs préoccupations. Mais la recherche a été aussi marquée, depuis une vingtaine d'années, par la multiplication des disciplines concernées : les historiens d'art, les historiens et les juristes ont été peu à peu rejoints par les économistes, les politistes et les sociologues, les géographes *culturalistes* ou sociaux (Gravari-Barbas & Guichard-Anguis (dir.), 2003)¹⁰, dans un dialogue parfois difficile, ainsi que par les spécialistes des sciences de l'information et de la communication, les sémiologues et quelques *médiologues*. Le cas des ethnologues et de leur rapport au patrimoine *ethnologique*, puis *immatériel*, mériterait un examen particulier, tant le retour sur soi y est devenu partie intégrante d'une démarche scientifique.

14 Pour ne prendre qu'un exemple, une revue classique d'histoire de l'art comme les *Livraisons d'histoire de l'architecture*, dirigée par Jean-Michel Leniaud, a régulièrement promu des recherches en matière d'histoire du patrimoine et s'est ouverte aux approches de l'anthropologie avec deux numéros (17 et 22) consacrés aux démarches nées d'une commande administrative à propos des émotions patrimoniales, depuis les disparitions catastrophiques de monuments ou les altérations accidentelles de sites jusqu'au thème

récurrent des projet de reconstruction – ainsi aux Tuileries¹¹. *Culture & Musées* avait déjà, à mon initiative cette fois, entrepris de traiter de ces rapports complexes entre émotion et patrimonialisation (2006). On y écrivait alors que, à bien des égards, l'histoire de la protection et de la transmission du patrimoine porte témoignage du fait que la notion s'est construite sur la distance prise vis-à-vis de l'émotion. « Le sacrifice exemplaire des affects à son endroit garantirait la spécificité d'une "prise" savante sur ses objets. Lorsque, au contraire, le sentiment l'emporte, ce serait toujours sous la forme, exacerbée, de passions identitaires, plus dangereuses souvent en matière d'héritage que la simple indifférence, à la fois par les exigences d'actualisation qu'elles lui imposent et par les risques d'iconoclasme en retour qu'elles lui font courir. Bref, l'émotion semble incarner une forme de régression dans un rapport occidental au patrimoine qui repose sur la fin des cultes intentionnels du monument et sur l'élaboration d'une expertise conservatrice. » (Poulot, 2006 : 13.)

- 15 Une des voies d'un possible renouvellement des perspectives tient à l'approche du patrimoine comme terrain de rencontre entre l'État et les associations, ainsi que le décrivent les sociologues à travers les acteurs et leurs relations (Glevarec & Saez, 2002 ; Rautenberg, 2003). Il s'agit alors de mettre en évidence les articulations entre législation, savoirs érudits, positions politiques, investissements artistiques et littéraires, bref de (re)nouer les fils d'une histoire commune (Jeannot, 1988). On peut aussi tenter cette démarche à travers des portraits de patrimonialisateurs, de fondateurs d'associations et de mouvements¹². Un ouvrage récent a tiré de l'oubli l'une des sociétés d'amis de monuments les plus importantes pour l'imaginaire du « vieux Paris » au XX^e siècle ; d'autres entreprises méritent d'être tentées sur le sol national (Fiori, 2012). À la différence de l'archéologie, qui dispose de dictionnaires et de synthèses (Gran-Aymerich, 1998, 2001), l'histoire du patrimoine n'a pas fait l'objet, à ce jour, d'enquêtes ou de synthèses d'ambition comparable. La thèse de Lyne Therrien demeure la seule référence disponible pour l'histoire de l'histoire de l'art universitaire, et le continent des polygraphes d'histoire du patrimoine est à peu près inexploré (Therrien, 1998). D'une manière générale, le rôle des patrimonialisateurs privés, celui des critiques ou des intermédiaires non académiques, journalistes et autres médiateurs, responsables d'associations, etc. demeure sous-estimé dans une historiographie patrimoniale française fascinée par les rouages de l'État. Pourtant, ce champ de la médiation recoupe des histoires culturelles déjà bien définies qui pourraient nourrir les échanges : celles de l'école, des sociétés savantes, de l'édition, de l'érudition et de la vulgarisation.
- 16 Une histoire du patrimoine vécu, reçu, visité, attendu, est encore davantage balbutiante, même si on a envisagé ici ou là le public des monuments ou la manière dont ces monuments sont « vécus » par leurs habitants (Bertho-Lavenir, 2004). Les imaginaires du patrimoine peuvent, selon les cas, engager des identifications personnelles, provoquer des débats au sein de communautés spécialisées, ou encore accompagner des pratiques collectives – des modes de vivre le passé selon une poétique plus ou moins consciente d'elle-même. L'étude des stéréotypes liés aux représentations patrimoniales peut nourrir une perspective attachée à envisager l'héritage « inventé » ou « construit » (Guillet, 200 ; Durand, 2000). On touche là à une histoire du sensible et du culturel, de la ruine au paysage (Chenet, 1993).
- 17 Une autre perspective en développement est celle de l'international, puisqu'on a assisté ces dernières décennies à la multiplication des acteurs supranationaux (Union européenne, UNESCO), ou encore transnationaux (firmes multinationales, industries culturelles et touristiques). Il convient en particulier de penser le lien entre patrimoines nationaux et étrangers, mais aussi le legs d'un patrimoine *colonial*. Les thèses de Nabila Oulebsir (2004) et de Myriam Bacha (2005), parmi d'autres, démontrent la possibilité d'une histoire patrimoniale des anciens pays colonisés dans son rapport aux histoires nationales respectives (Rivet, 1995).

Les chantiers de l'histoire des musées aujourd'hui

- 18 En France, l'étude de l'institution du musée, de ses dispositifs et de ses usages au cours de l'histoire ne constitue pas une discipline indépendante, mais s'intègre généralement au propos plus large de l'histoire culturelle, au croisement de l'histoire de l'art, de celle des sciences et des média. De ce fait, en voulant tenir compte de la diversité de points de vue sur l'institution, l'histoire des musées court le risque de passer pour un à-côté de ces diverses démarches. Au début son objet a pu sembler indiscutable, identifié à l'étude des collections, indispensable à la formation professionnelle des conservateurs comme à la gestion des établissements. Mais elle a changé d'ambition au cours de la décennie quatre-vingt, pour dépasser la seule chronique des conservations.
- 19 La question de l'entrée des objets au musée pose plus ou moins explicitement celle de la rupture ou de la parenthèse dans leur vie sociale : l'histoire des musées a été longtemps prise dans une logique de glorification du collectionnisme, ou au contraire de réparation des propriétés légitimes, à l'endroit d'œuvres ou d'objets indûment saisis. Le cas français a fourni une illustration particulière de cette tradition historiographique puisque le musée révolutionnaire s'est proclamé « le dernier domicile des chefs-d'œuvre » autant que « l'atelier de l'esprit humain », d'après l'abbé Grégoire (Poulot, 2012), à l'encontre des valeurs de la collection traditionnelle comme du maintien *in situ*. La mise à jour des histoires des collections nationales est aujourd'hui à l'horizon de nombreuses recherches en cours¹³.
- 20 Évidente depuis les Lumières, la relation entre l'enseignement de l'art et le développement du musée est particulièrement d'actualité au XIX^e siècle. La fondation de nombreux musées d'art décoratif à travers toute l'Europe témoigne de la conviction de bénéfices à en retirer pour les économies nationales. Toutefois, la tradition française en la matière n'a guère fait l'objet d'études, ce qui reflète le faible investissement académique sur l'histoire des arts décoratifs en général¹⁴.
- 21 Il en va de même de l'inscription du musée dans l'histoire des différentes formes d'appropriation culturelle. On peut ainsi dresser un constat de quasi-absence d'histoire de la visite de musées – au contraire des histoires des publics du théâtre ou de la musique, qui ont occupé des projets de recherche européens ces dernières années. Il est de fait qu'une partie des *muséum studies* dans les années soixante-dix tenait le musée pour une structure disciplinaire de contrôle social, tandis que les études de visiteurs étaient menées au sein de la psychologie sociale et répondaient tant à une démarche *behavioriste* qu'à un dessein d'évaluation de l'éducation informelle (Bitgood & Shettel, 1994). La situation a changé au cours des années quatre-vingt-dix, quand se fit jour l'intérêt d'une autre approche de la visite. L'historien nord-américain de la culture, Neil Harris, parlait alors de considérer l'expérience du musée comme une « négociation constante des valeurs et des significations » (1993).
- 22 Le défi pour l'historien des musées est désormais de concevoir les pratiques de visiteurs non seulement en regard du respect porté à l'autorité d'un temple du savoir, d'un conservatoire des chefs-d'œuvre et des modèles, d'un laboratoire de recherches et de publications, mais encore sous l'angle d'une expérience sociale et politique, esthétique, morale, sinon comme un rituel magique, qui mêle des éléments de récréation, de travail et d'accomplissement de soi. Son actualité tient à la manière dont de nombreux conservateurs ou muséologues contemporains réfléchissent aux ressources que peut ou pourrait offrir la visite de musée. Car la résonance toute particulière qu'a récemment acquise la notion de musée comme « zone de contact », selon la formule de James Clifford, dessine un musée conçu comme lieu de conversation, d'échanges, où la persuasion du visiteur est le fruit d'une série d'interactions (Clifford, 1997).
- 23 En tant qu'institution, le musée du XIX^e siècle est un instrument des rivalités internationales. Il témoigne, avec les peurs d'être dépouillé de son patrimoine, de la

compétition en vue de réunir de nouvelles collections, en particulier archéologiques. La question de la propriété des chefs-d'œuvre, anciens et modernes, est centrale dans cette perspective, rapportée aux enjeux de mémoire de leurs destinations antérieures comme aux attentes placées dans leurs nouveaux lieux : c'est à une histoire des transferts et des spoliations, mais aussi des retours, enfin des horizons d'installations inédites, que maintes monographies ont entendu contribuer. Il s'agit d'une histoire principalement idéologique et politique, autour des débats sur les patrimoines nationaux, les valeurs d'universalité et les usages du passé.

24 L'entrée d'une œuvre au musée est alors le résultat d'une reconnaissance publique qui donne à l'artiste une place majeure dans le développement de valeurs civiques, et pour tout dire lui confère une responsabilité sociale et politique. Une telle représentation reflète un climat artistique, pour utiliser le vocabulaire d'Ernst Gombrich (1971) qui oscille entre la reconnaissance exclusive des vieux maîtres et le goût du neuf. L'histoire des mouvements d'œuvres à travers différents types de collections et de propriétaires est un préalable à l'étude de la constitution d'une véritable culture de la prise de possession et de dépossession.

25 L'analyse des débats en la matière doit prendre en compte l'histoire des réformateurs sociaux qui plaidaient en faveur des valeurs positives des musées, capables de faire communier leurs visiteurs dans les valeurs les plus élevées de l'humanité. Toutefois, pareille affirmation était combattue par les avis contraires de collectionneurs, tenants d'un respect de la vie sociale des œuvres, voire de la supériorité de leurs appropriations privées. De tels débats dessinent un champ d'enquêtes qui rattache le musée à un ensemble d'enjeux liés à l'individualisme et au libéralisme, à la philanthropie et aux institutions publiques.

26 La plupart des rejets de musées sont liés à une attitude dont le testament d'Edmond de Goncourt constitue l'archétype, qui affirme que la possession est le lien le plus intime qu'on peut entretenir avec des objets (Deffoux, 1920). Il s'agit de plaider la vie des objets et le respect des passions personnelles qui leur sont liées contre la froideur tombale du musée (Poulot (dir.), 2012). Ainsi l'éloge de la vie sociale des choses, permise par le jeu des enchères dispersant les collections, figure-t-il en bonne place dans les plaidoyers contre le monopole du musée. Mais le rôle que des collectionneurs et des conservateurs notoires ont pu jouer dans le débat culturel, auprès de leurs pairs ou des autorités publiques, ou encore lors des débats parlementaires liés à tel achat, à telle réorganisation des musées, est encore insuffisamment documenté. Le tableau des affiliations religieuses, intellectuelles, politiques, comme des singularités de ce milieu, demeure largement à brosser.

27 La circulation des pratiques du privé au public est un élément-clé de la culture de musées. Au long du XIX^e siècle, les pratiques de collection rencontrent par exemple des entreprises de *spolia* et de remplois, au-delà de l'usage de moulages (Volait, 2009). Le musée peut aussi choisir d'exposer dans un cadre qui évoque le privé, comme dans certaines formes de *period-rooms*, ou valoriser des choix individuels de collectionneurs au détriment des critères érudits ou du principe d'exhaustivité. D'une manière générale, l'activité des philanthropes dans le mouvement des musées, soucieux ou non d'acquérir directement de la « respectabilité » – comme Thomas Adam (2009) l'a appelée – révèle la perméabilité entre les activités des collectionneurs et celles des conservateurs (Long, 2007). Les aspects proprement commerciaux de l'expertise de musées commencent à peine à être évoqués dans des travaux récents sur les débuts du XIX^e siècle¹⁵. Au moins dispose-t-on de quelques études sur les conservateurs de musées de province français du XIX^e siècle (Bertinet, 2012)¹⁶.

28 Tous les auteurs des siècles passés ont tenté de comprendre comment la vue des œuvres exposées pouvait agir sur les spectateurs et comment le musée pouvait peser sur les appétences d'un public, en rapport avec ses compétences. Il s'agissait, comme pour les réflexions à propos de la lecture, d'enquêter sur les manières de façonner les caractères, afin de réformer le goût, d'inspirer le sens de l'émulation et d'élever les esprits. La littérature qui porte sur la persuasion intéresse ici dans la mesure où l'histoire de l'art a

souvent été définie comme une forme de conversation, dont l'exposé des *résultats* relève de formes d'inculcation au musée. Les observations médicales et psychologiques (Dias, 2004) sur les sens (ce qui nourrit aujourd'hui des analyses en termes de définition de l'œil d'une période, ou les réévaluations en cours du toucher) aboutissent à des jugements à propos de sympathie, d'attachement, de bienveillance à l'égard de l'art et de ses industries. Se font jour également diverses craintes – de mauvais usages ou de détournements possibles –, qui débouchent à la fin du XIX^e siècle sur des remises en question morales ou religieuses, autant que politiques, des désirs de musées.

29 Cette littérature à propos de la persuasion artistique doit être replacée dans un contexte plus large, tant la discussion à propos du goût et des recommandations utiles a pris les formes les plus variées – récits de voyages, biographies, sermons. Un certain nombre d'exemples sont devenus lieux communs. Ainsi de véritables encyclopédies des usages des musées, telles celles écrites à l'intention des amateurs au début du XIX^e siècle, sont-elles à (redécouvrir et à exploiter, en regard de nouvelles études littéraires sur la collection (Pety, 2003, 2010). Peu à peu, la visite au musée a été réglée par divers impératifs de contrôle de soi, d'attention, de silence et d'immobilité qui n'étaient pas toujours de règle dans les pratiques antérieures, conformément à une évolution des modalités de jouissance du spectacle cultivé que l'on rencontre aussi en d'autres lieux. Autant que les images, souvent caricaturales ou humoristiques, qui abondent en la matière, la littérature plus ou moins spécialisée fournit des modèles d'interprétation, et des règles de conduite le cas échéant, qui prouvent assez bien que les représentations de la visite peuvent s'abstraire des conditions réelles de l'expérience pour imaginer des virtualités inexistantes dans les établissements.

30 C'est assurément le cas des différents musées imaginaires que tel ou tel grand auteur a pu composer au fur et à mesure de son œuvre. On en trouve une illustration remarquable chez Marcel Proust, où la célébration du musée passe par une dénégation de sa matérialité : une « salle de musée [...] symbolise [...] par sa nudité et son dépouillement de toutes particularités, les espaces intérieurs où l'artiste s'est abstrait pour créer ». Comme le note Antoine Compagnon, le propos, qui semble se référer au triomphe du cube blanc décrit par Brian O'Doherty au milieu des années soixante-dix (O'Doherty, 1976), n'a guère de rapport avec « les murs des musées dont Proust était familier », où « les tableaux étaient présentés dans des salons factices du Second Empire » (Compagnon, 1999 : 71).

31 Le but de la recherche, en ce sens, est de comprendre le fonctionnement d'un système de persuasion et d'un ensemble d'appropriations plus ou moins idéales, entre émotions intimes et valeurs collectives. Cet *art* de la visite au musée s'inscrit dans l'histoire des formes d'accomplissement de soi de la tradition européenne. Penser la persuasion comme figure de l'histoire au musée oblige à envisager les formes de particularisation qui s'y jouent à travers diverses expériences. Ainsi juge-t-on les visiteurs en fonction de leur temps de visite, les heures passées en face des œuvres valant attestation de sensibilité. Étudier les différents témoignages à cet égard peut permettre d'explorer les modifications de l'éducation au musée, et notamment d'examiner la place faite à l'authenticité de l'expérience dans l'échelle des valeurs de la visite. L'hégémonie de cette pratique a dû compter toutefois avec une éthique contraire de la possession privée de la part de collectionneurs et avec les critiques de l'« abus » de musées (Meigs, 1999 ; *Publics & Musées*, 1999).

32 La question de l'utilité du musée à travers les « choses qui parlent » est une thématique aujourd'hui féconde. Les artefacts exposés au musée sont des « pièges » qui font agir les visiteurs, à travers l'exposition de leurs propriétés, et l'étude de ces « agencements » apparaît comme un front pionnier des recherches contemporaines, initié par les historiens des sciences ou par les anthropologues de l'art (Gell, 2001). Une première série d'enquêtes s'est portée sur l'effet d'ensemble du musée, s'intéressant ainsi au coup d'œil qui le parcourt, réellement ou virtuellement. *La Jeunesse des musées*, à Orsay (Georgel (dir.), 1994), exposa naguère ces musées devenus étrangers, peuplés de banquettes pelucheuses et de vitrines obscures : cette culture matérielle de l'accumulation et de la classification fait

désormais l'objet d'une archéologie des installations (Chaumier, 2012). Quelques-unes de ces monographies évoquent un « tournant spatial », entre décors et épistémologies de l'exposition (Debary & Roustan, 2012). D'une manière générale, la démarche historique permet de mettre en perspective telles ou telles initiatives muséographiques qui semblent à nos contemporains d'une extrême nouveauté alors qu'elles s'inscrivent dans une forme de tradition (Lemieux, 2011). On commence à peine à recenser les modalités des différentes mises en scène des objets au sein des musées européens du XIX^e siècle ainsi que les évidentes circulations de recommandations, ou d'inspirations, qui les ont influencées d'un pays à l'autre¹⁷.

33 La production de copies et leur dissémination demeurent l'aspect le plus évident de la fécondité du musée. La saisie du musée comme lieu de reproduction mobilise des études sur les lois de la propriété, les moyens et les attentes ou les débouchés. De tels processus de dissémination des objets ou des images grâce aux musées, propriétaires et garants de leur protection, engagent en effet des négociations juridiques et techniques en matière de reproduction ; le XIX^e siècle a connu une série de débats touchant notamment au statut de l'industrie artistique (Deazley, Kretschmer & Bently, 2010). Cette question ouvre sur celle des représentations de l'authenticité et de la qualité de l'objet de musée, comparées à celles des objets du marché ou des objets de famille, en une dialectique qui engage régulation de la copie et protection des biens communs.

34 Enfin, l'histoire des musées est aussi une histoire de l'imprimé. Une longue tradition de publication de catalogues a démarré avec les premiers musées tandis que de nombreux artistes ou savants ont travaillé au sein des établissements pour illustrer la qualité de leurs ressources. Or, tandis que l'histoire des livres d'architecture, par exemple, a fait l'objet de travaux collectifs et d'une reconnaissance institutionnelle, le continent des anciens catalogues n'a guère été utilisé que comme matériau pour de nouveaux catalogues plus savants et plus fiables.

Bilan et perspectives

35 Au regard de dynamiques incontestablement fécondes en termes de parutions, de thèses, de rubriques *ad hoc* au sein des bibliographies institutionnelles, enfin de synthèses et de manuels peu à peu disponibles, preuves d'un enracinement du sujet dans l'enseignement universitaire, on est en droit de conclure que l'histoire du patrimoine est devenue en France un domaine à part entière. Elle s'est elle-même peu à peu divisée en segments particuliers, correspondant à des objets et à des formes de médiation spécifiques, mais surtout en deux volets, le premier correspondant aux caractéristiques patrimoniales matérielles, et dans une certaine mesure immatérielles, des lieux et des territoires, le second à l'institution du musée.

36 Il reste que, comparée à d'autres historiographies nationales, l'histoire française du patrimoine et des musées souffre de maux persistants. Sa marginalité institutionnelle demeure car elle est partagée entre histoire culturelle, et, selon les cas, histoire de l'art ou histoire des sciences. Parallèlement, elle est souvent pratiquée *en amateur* par des conservateurs qui ne sont pas contraints à l'exercice de la thèse et n'ont souvent qu'une mince expérience de la recherche académique et de ses normes internationales. Enfin, son débouché éditorial est encore très limité, les grandes revues tant d'histoire des collections que d'histoire des musées étant anglophones, de même que les collections universitaires spécialisées.

37 Les remèdes disponibles ou envisageables sont de plusieurs natures. Il n'est pas interdit de penser que l'adoption de la thèse, sous forme du Ph. D, comme forme unique de reconnaissance d'un niveau d'études et de compétences, alimentera, à terme, les recherches françaises, en contraignant de fait les établissements de formation des conservateurs à y amener leurs élèves. Pareille mutation doit conduire au développement de recherches professionnelles où l'histoire du patrimoine aura sa place. En particulier, les

études à propos de la culture matérielle, les histoires de la restauration et de la conservation seront certainement amenées à prendre en France une place comparable à celle qui est aujourd'hui la leur ailleurs dans le monde¹⁸. L'essentiel tient en effet à l'évolution de la légitimité scientifique de ce type d'études. Ainsi, la configuration pour l'instant encore incertaine en France des études visuelles devrait amener un intérêt nouveau pour l'histoire des collections et des musées, comme pour celle de la visibilité patrimoniale en général, forme d'une culture d'époque. Les succès du « nouvel historicisme » et les modalités des nouveaux investissements dans le *connoisseurship* ou l'érudition, ainsi quant à la question de la provenance, sont aussi susceptibles de renouveler l'approche historique des patrimoines (Elsig *et al*, 2009 ; Feigenbaum & Reist, 2012). Enfin, les histoires de la philanthropie, les analyses des dons et legs sont en train de s'inscrire à la fois dans le champ des patrimoines et dans celui de l'histoire du goût¹⁹, et peuvent peser sur les représentations et des grands récits patrimoniaux jusque-là hégémoniques (Poulot, Bennett & McClellan, 2012 ; Poulot, Bodenstein & Lanzarote Guiral (dir.), 2012, 2013).

- 38 En guise de conclusion, on soulignera combien les dernières décennies de l'historiographie française témoignent, dans le meilleur des cas, d'une dialectique des histoires de patrimonialisations et des histoires de patrimoines. On a vu comment s'est joué le départ entre une perspective attachée à l'exclusive considération des objets, isolés par leur description et leur interprétation, et un autre point de vue attaché aux processus, aux cadres et aux enjeux de la définition de patrimoines. La meilleure part des efforts pour surmonter ou repenser un tel clivage s'est portée, au cours de ces dernières décennies, sur « la mémoire de la culture matérielle et la culture matérielle de la mémoire²⁰ ». Dans une perspective d'histoire des objets, cette dialectique renvoie largement à l'articulation entre le point de vue exclusif de la provenance et la prise en compte de la diversité des contextes au sein desquels chaque objet de musée ou chaque monument prennent leur valeur et acquièrent leur signification. La provenance, au sens strict de l'origine, est une considération chère à l'histoire de l'art *classique*, qui a donné lieu à un instrument célèbre comme le *Provenance Index*. La provenance joue en effet un rôle important dans la formation de la valeur – sur le marché, dans les généalogies imaginaires – et dans les intérêts savants – elle détermine largement l'écriture du catalogue raisonné, d'un artiste ou d'un musée. Alors que cette origine est, idéalement, fixée une fois pour toutes, et qu'elle détermine non moins idéalement le rapport patrimonial de la dette ou du don, penser les *localisations* successives de l'objet, soit les manières et les moyens, les cadres et les époques de son *invention*, est une démarche plus familière aux archéologues soucieux de faire l'histoire du *feuilleter* des contextes qui définissent leurs objets, comme aux anthropologues acquis aux revendications de la biographie des choses et de l'histoire sociale des objets (Appadurai, 1988). De ce point de vue, l'histoire de la patrimonialisation veut donner à lire les assignations et les interprétations sédimentées, sans forcément les rabattre sur une provenance entendue comme une sûreté d'attribution. Elle entend montrer surtout comment les localisations culturelles, les positions sociales des objets, déterminent leur intérêt à chaque instant et leur tiennent lieu parfois de définition au sein de classifications diverses. Les rapports complexes et changeants qu'entretiennent ces deux catégories de *prise* de l'objet continueront à nourrir à l'avenir l'histoire de la patrimonialisation et celle du patrimoine.

Bibliographie

Actes des Entretiens du Patrimoine, 10, 1991. *Faut-il restaurer les ruines ?*

Adam (Thomas). 2009. *Buying Respectability : Philanthropy and Urban Society in Transnational Perspective, 1840s to 1930s*. Bloomington : Indiana University Press.

Andrieux (Jean-Yves). 2003. « Les politiques du patrimoine industriel en France (1972-2000) : Bilan et Perspectives » p. 451-468 in *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, sous la

direction de Philippe Poirrier et Loïc Vadelorge. Paris : Comité d'histoire du ministère de la Culture / Fondation Maison des sciences de l'homme.

Appadurai (Arjun). 1988. *The Social Life of Things : Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge : Cambridge University Press.

Arnal (Francine) & Hervier (Dominique). 2004 « André Malraux, André Chastel ou les deux inventeurs de l'Inventaire général », p. 51-59 in *André Malraux et l'Inventaire général*. Paris : Éd. Présence d'André Malraux / La documentation Française.

Babelon (Jean-Pierre) & Chastel (André). 1994. *La Notion de patrimoine*. Paris : Liana Levi.

Bacha (Myriam). 2005. *Le Patrimoine monumental en Tunisie pendant le protectorat, 1881-1914 : Étudier, sauvegarder, faire connaître*. Thèse de doctorat : Histoire de l'art : Université Paris-IV.

Baudoui (Rémi). 1997. « André Malraux et l'invention du patrimoine sous la Ve République », p. 47-61 in *L'Esprit des lieux : Le patrimoine et la cité*, sous la direction de Daniel J. Grange et Dominique Poulot. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Beghain (Patrice). 1998. *Le Patrimoine : Culture et lien social*. Paris : Presses de Sciences Po.

Bensa (Alban) & Fabre (Daniel) (dir.). 2001. *Une histoire à soi*. Mission du Patrimoine ethnologique, cahier n° 18. Paris : Éd. Maison des sciences de l'homme.

Bertho-Lavenir (Catherine) (dir.). 2004. *La Visite du monument*. Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal.

Bertinet (Arnaud). 2012. *La Politique artistique du Second Empire : L'institution muséale sous Napoléon III*. Thèse de doctorat : Histoire de l'art : Université Paris 1.

Bitgood (Stephen) & Shettel (Harris H.). 1994. « Les pratiques de l'évaluation des expositions ». *Publics & Musées*, 4, p. 9-26.

Bodiguel (Jean-Luc). 2000. *L'Implantation du ministère de la Culture en région : Naissance et développement des directions régionales des Affaires culturelles*. Paris : Éd. La documentation Française.

Brenner (Neil). 2009. « Open Questions on State Rescaling ». *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 2, 1, p. 123-139.
DOI : 10.1093/cjres/rsp002

Charle (Christophe) & Roche (Daniel) (dir.) 2002. *Capitales culturelles, capitales symboliques, Paris et les expériences européennes XVII^e-XX^e siècles*. Paris : Publications de la Sorbonne.

Charle (Christophe) (dir.). 2004. *Capitales européennes et rayonnement culturel XVII^e-XX^e siècles*. Paris : Éd. rue d'Ulm.

Charle (Christophe) (dir.). 2009. *Le Temps des capitales culturelles XVIII^e-XX^e siècle*. Seyssel : Éd. Champ Vallon.

Chastel (André). 1980. « Les nouvelles dimensions du patrimoine ». *Cahiers de l'Académie d'Architecture*, p. 6-12.

Chastel (André). 1986. « La notion de patrimoine », p. 405-450 in *Les Lieux de mémoire. La Nation*, vol. 2, sous la direction de Pierre Nora. Paris : Gallimard.

Chastel (André). 1994a. *Architecture et Patrimoine : Choix de chroniques du journal Le Monde*. Paris : Imprimerie nationale.

Chastel (André). 1994b. *Le Présent des œuvres* [préface de Marc Fumaroli]. Paris : Éd. de Fallois.

Chaumier (Serge). 2012. *Traité d'expologie : Les écritures de l'exposition*. Paris : Éd. La documentation Française.

Chenet (Françoise). 1993. « Le Rhin, célébration de la ruine », p. 169-176 in *Les Monuments et la Mémoire*, sous la direction de Jean Peyras. Paris : Éd. de l'Harmattan.

Chevallier (Denis). 1987. « L'architecture rurale française : Un siècle de recherche », p. 21-27 in *Les Monuments historiques demain*. Paris : ministère de la Culture et de la Communication.

Chiva (Isac). 1994. *Une politique pour le patrimoine culturel rural*. Rapport présenté à M. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie.

Clifford. James. 1997. *Routes : Travel and Translation in the Late Twentieth Century*. Cambridge : Harvard University Press.

Collectif. 2001. *Monsieur le « conservateur »*. *Musées et combats culturels en Bretagne au temps de Yann-Cheun Veillard*. Rennes : Éd. Apogée.

Compagnon (Antoine). 1999. « Proust au musée » p. 67-79 in *Marcel Proust : L'écriture et les arts*, sous la direction de Jean-Yves Tadié. Paris : Gallimard / BnF / Réunion des musées nationaux.

Congrès archéologique de France. 1935. *Centenaire du service des monuments historiques et de la Société française d'archéologie (1834-1934)*. Paris : Picard.

- Cuisenier (Jean). 1987. « Le corpus de l'architecture rurale française : Esquisses pour une synthèse prochaine ». *Terrain*, 9, p. 92-99.
- Cuisenier (Jean). 2006. *L'Héritage de nos pères*. Paris : Éd. La Martinière.
- Culture & Musées*, 8, 2006. Défendre le patrimoine, cultiver l'émotion, sous la direction de Dominique Poulot.
- Deazley (Ronan), Kretschmer (Martin) & Bently (Lionel) (dir.). 2010. *Privilege and Property : Essays on the History of Copyright*. Cambridge : Open Books.
- Debary (Octave) & Turgeon (Laurier) (dir.). 2007. *Objets & Mémoires*. Paris : Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- Debary (Octave) & Roustau (Mélanie). 2012. *Voyage au musée du Quai Branly*. Paris : La documentation Française.
- Deffoux (Léon). 1920. *Du testament à l'académie Goncourt, suivi d'une petite chronologie du testament de l'académie et du prix Goncourt*. Paris : Société anonyme d'éditions et de librairie.
- Desvallées (André). 1995. « Émergence et cheminement du mot patrimoine ». *Musées et Collections publiques de France*, 208, p. 6-25.
- Dias (Nélia). 2004. *La Mesure des sens : Les anthropologues et le corps humain au XIX^e siècle*. Paris : Aubier.
- Dubois (Vincent). 1999. *La Politique culturelle : Genèse d'une catégorie d'intervention publique*. Paris : Belin.
- Durand (Isabelle). 2000. *La Conservation des monuments antiques : Arles, Nîmes, Orange et Vienne au XIX^e siècle*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Elsig (Frédéric) et al. 2009. « Le *connoisseurship* et ses révisions méthodologiques ». *Perspective*, 3, p. 344-365.
- Étienne (Noémie). 2012. *La Restauration des peintures à Paris (1750-1815) : Pratiques et discours sur la matérialité des œuvres d'art*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Étienne (Noémie) & Hénaut (Léonie) (dir.). 2012. *L'Histoire à l'atelier : Restaurer les œuvres d'art (XVIII^e-XXI^e siècles)*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Fabre (Daniel). 1997a. « Le patrimoine et l'ethnologie », p. 59-72 in *Science et Conscience du patrimoine*. Actes des entretiens du Patrimoine, sous la direction de Pierre Nora. Paris : Fayard.
- Fabre (Daniel). 1997b. « L'ethnologie française à la croisée des engagements (1940-1945) », p. 319-400 in *Résistants et Résistance*, sous la direction de Jean-Yves Boursier. Paris : Éd. de l'Harmattan.
- Feigenbaum (Gail) & Reist (Inge) (dir.). 2012. *Provenance : an Alternate History of Art*. Los Angeles : Getty.
- Fiori (Ruth). 2012. *L'invention du vieux Paris : Naissance d'une conscience patrimoniale dans la capitale*. Paris : Éd. Mardaga.
- Gauthiez (Bernard). 2010. « Vincent Veschambre : Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition ». *Géocarrefour*, vol. 85/4, p. 339.
- Gell (Alfred). 2001. *L'Art et ses agents : Une théorie anthropologique*. Paris : les Presses du Réel.
- Georgel (Chantal). 1994. *La Jeunesse des musées : Les musées de France au XIX^e siècle*. Paris : Éd. Réunion des musées nationaux.
- Girard (Augustin) & Gentil (Geneviève) (dir.). 1996. *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux, 1959-1969*. Paris : Éd. La documentation Française / Comité d'histoire du ministère de la Culture.
- Glevarec (Hervé) & Saez (Guy). 2002. *Le Patrimoine saisi par les associations*. Paris : Éd. La documentation Française.
- Gombrich (Ernst). 1971. « Interview : Ernst Gombrich ». *Diacritics*, vol. 1 (2), p. 47-51.
DOI : 10.2307/465082
- Gourbin (Patrice). 2008. *Les Monuments historiques de 1940 à 1959 : Administration, architecture, urbanisme*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Gran-Aymerich (Ève). 1998. *Naissance de l'archéologie moderne, 1798-1945*. Paris : CNRS Éditions.
- Gran-Aymerich (Ève). 2001. *Dictionnaire biographique d'archéologie, 1798-1945*. Paris : CNRS Éditions.
- Gravari-Barbas (Maria) & Guichard-Anguis (Sylvie) (dir.). 2003. *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*. Paris : Presses universitaires de l'Université de Paris-Sorbonne.

- Greffé (Xavier). 2003. *La Valorisation économique du patrimoine*. Paris : Éd. La documentation Française.
- Guichard (Chariotte). 2001. « Le marché au cœur de l'invention muséale ? Jean-Baptiste-Pierre Lebrun et le Louvre (1792-1802) ». *Revue de synthèse*, 132-1, p. 93-117.
- Guillaume (Marc). 1980. *La Politique du patrimoine*. Paris : Éd. Galilée.
- Guillet (François). 2000. *Naissance de la Normandie : Genèse et épanouissement d'une image régionale en France, 1750-1850*. Caen : Annales de Normandie.
- Harrison (Julia D.). 1993. « Ideas of Museums in the 1990s ». *Museum Management and Curatorship*, 13, p. 160-176.
- Jeannot (Gilles). 1988. *Du monument historique au patrimoine local : L'évolution de la notion de patrimoine architectural à travers les publications des sociétés savantes et des associations de sauvegarde en France après 1945*. Thèse de doctorat : Urbanisme : Université de Paris 8-Institut d'urbanisme.
- Kairis (Pierre-Yves), Sarrazin (Béatrice) & Trémolières (François) (dir.). 2012. *La Restauration des peintures et des sculptures : Connaissance et reconnaissance de l'œuvre*. Paris : Armand Colin.
- Kockel (Ullrich), Craith (Maïread Nic) & Frykman (Jonas). 2012. *A Companion to the Anthropology of Europe*. Malden : Wiley.
- Kowalski (Alexandra). 2012. « The Nation, Rescaled : Theorizing the Decentralization of Memory in Contemporary France ». *Comparative Studies in Society and History*, 2, p. 308-331.
- Lamy (Yvon). 1993. « Du monument au patrimoine : Matériaux pour l'histoire politique d'une protection ». *Genèses*, 11, p. 50-81.
DOI : 10.3406/genes.1993.1171
- Lasserre (Jean-Claude). 1996. « La démarche de l'Inventaire général : Un patrimoine global appréhendé dans son contexte », p. 282-292 in *Patrimoine, temps, espace. Patrimoine en place, patrimoine déplacé*, sous la direction de François Furet. Paris : Fayard / Éd. du Patrimoine.
- Laurent (Xavier). 2003. *Grandeur et Misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel, 1959-1973*. Paris : École nationale des Chartes / Comité d'histoire du ministère de la Culture.
- Lemieux (Ariane). 2011. *L'Artiste et l'art contemporain au musée du Louvre des origines à nos jours : Une histoire d'expositions, de décors et de programmations culturelles*. Thèse de doctorat : Histoire de l'art : Université de Paris 1.
- Lengereau (Éric). 2001. *L'État et l'architecture : 1958-1981. Une politique publique ?* Paris : Comité d'Histoire du ministère de la Culture / Picard.
- Leniaud (Jean-Michel). 1998. « L'État, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine : L'exception française », p. 137-154 in *Patrimoine et Passions identitaires*, sous la direction de Jacques Le Goff. Paris : Fayard / Éd. du Patrimoine.
- Leniaud (Jean-Michel). 2002. « La décentralisation du patrimoine : Limites et enjeux ». *Commentaire*, 98, p. 341-350.
- Leniaud (Jean-Michel). 2003. « Préface », p. 3-6 in *Grandeur et Misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel* de Xavier Laurent. Paris : École nationale des Chartes / Comité d'Histoire du ministère de la Culture.
- Long (Véronique). 2007. *Mécènes des deux mondes : Les collectionneurs donateurs du Louvre et de l'Art Institute de Chicago, 1879-1940*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Loyer (François) & Hervier (Dominique). 2003. « Présentation ». *Histoire urbaine*, 2, 8, p. 5-8.
- Malservisi (Franca). 2005. *La Restauration architecturale en France : Deux siècles de pratique ordinaire*. Thèse de doctorat : Architecture : Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.
- Meigs (Mark). 1999. « À la recherche d'un passé visible : Regards publics et privés dans les collections de la région de Philadelphie, 1890-1930 ». *Publics & Musées*, 16, p. 55-76.
- Monnier (Gérard). 2004. *L'Architecture du ^{xx}e siècle : Un patrimoine*. Créteil : CRDP de l'académie de Créteil.
- Nora (Pierre). 1984-1992. *Les Lieux de mémoire*. Paris : Gallimard.
- O'Doherty (Brian). 1976. *Inside the White Cube : the Ideology of the gallery Space*. San Francisco : Lapis Press.
- Oulebsir (Nabila). 2004. *Les Usages du patrimoine : Monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930)*. Paris : Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- Péron (Françoise) (dir.). 2002. *Le Patrimoine maritime : Construire, transmettre, utiliser, symboliser les héritages maritimes européens*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

- Perrot (Alain-Charles). 1994. *Les Architectes en chef des monuments historiques (1893-1993) : Centenaire du concours des ACMH*. Levallois-Perret : HM Éditions.
- Pety (Dominique). 2003. *Les Goncourt et la collection : De l'objet d'art à l'art d'écrire*. Genève : Droz.
- Pety (Dominique). 2010. *Poétique de la collection au XIX^e siècle : Du document de l'historien au bibelot de l'esthète*. Nanterre : Presses universitaires de Paris-Ouest.
- Poirrier (Philippe) & Vadelorge (Loïc) (dir.). 2003. *Pour une histoire des politiques du patrimoine*. Paris : Éd. La documentation Française.
- Poulot (Dominique). 1992. « Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées ». *Publics & Musées*, 2, p. 125-148.
- Poulot (Dominique). 2006. « Introduction ». *Culture & Musées*, 8, p. 13-25.
- Poulot (Dominique). 2012. « The Cosmopolitanism of Masterpieces », p. 1-92 in *Letters to Miranda and Canova on the Abduction of Antiquities from Rome and Athens*, d'Antoine Quatremère de Quincy. Los Angeles : Getty Publications.
- Poulot (Dominique) (dir.). 2012. *Goûts privés et enjeux publics dans la patrimonialisation, XVIII^e-XX^e siècle*. Paris : Publications de la Sorbonne.
- Poulot (Dominique), Bennett (Tony) & McClellan (Andrew). 2012. « Pouvoirs au musée ». *Perspective*, 1, p. 29-40.
- Poulot (Dominique), Bodenstein (Felicity) & Lanzarote Guiral (José Maria) (dir.). 2012. *Great Narratives of the Past : Traditions and Revisions in National Museums*. Linköping : Linköping University Press.
- Poulot (Dominique), Bodenstein (Felicity) & Lanzarote Guiral (José Maria) (dir.). 2013. *National Museums and the Negotiation of Difficult Pasts*. Linköping : Linköping University Press.
- Publics & Musées*. 16, 1999. Le regard au musée, sous la direction de Pascal Lardellier.
- Querrien (Max). 1982. *Pour une nouvelle politique du patrimoine*. Paris : Éd. La documentation Française.
- Rautenberg (Michel). 2003. « Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : Usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie ». *Culture & Musées*, 1, p. 19-40.
- Rivet (Daniel). 1995. « De l'histoire coloniale à l'histoire des États indépendants », p. 369-377 in *L'Histoire et le métier d'historien en France (1945-1995)*, sous la direction de François Bédarida. Paris : Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- Roussio (Henry). 2012. *La Dernière Catastrophe : L'histoire, le présent et le contemporain*. Paris : Gallimard.
- Saez (Guy). 2012. « Le tournant métropolitain des politiques culturelles », p. 23-71 in *Les Nouveaux Enjeux des politiques culturelles : Dynamiques européennes*, sous la direction de Guy et Jean-Pierre Saez. Paris : Éd. La Découverte.
- Segalen (Martine). 2005. « Le patrimoine et l'Europe ». *Journal du CNRS*, 184, p. 18.
- Segalen (Martine). 2005. *Vie d'un musée 1937-2005*. Paris : Éd. Stock.
- Souiah (Karim). 2010. *La Mise en scène du patrimoine : Évolution des politiques de mise en valeur du patrimoine en Charente-Maritime, 1830-1976*. Thèse de doctorat : Histoire : Université de La Rochelle.
- Therrien (Lyne). 1998. *L'Histoire de l'art en France : genèse d'une discipline universitaire*. Paris : Éd. du CTHS.
- Toulier (Bernard). 2000. *Architecture et Patrimoine du xx^e siècle en France*. Paris : Éd. Monum.
- Vadelorge (Loïc). 2003. « Introduction : Le patrimoine comme objet politique », p. 11-24 in *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, sous la direction de Philippe Poirrier et Loïc Vadelorge. Paris : Comité d'Histoire du ministère de la Culture / Fondation Maison des sciences de l'homme.
- Volait (Mercedes). 2009. *Fous du Caire : Excentriques et amateurs d'art islamique en Égypte (1867-1914)*. Apt : Éd. L'Archange Minotaure.
- Voldman (Danièle). 1997. *La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954 : Histoire d'une politique*. Paris : Éd. de l'Harmattan.

Notes

1 Sur le site de l'INHA, <<http://www.inha.fr/article1021>> (consulté le 31/01/2013).

- 2 Comparer ainsi Isac Chiva (1994) avec Jean Cuisenier (1987) et Denis Chevallier (1987). Sur le patrimoine industriel, voir Jean-Yves Andrieux (2003).
- 3 Voir le tableau procuré par Vincent Béal, « “Does neoliberalisation matter ?”. Apports et limites d’une notion montante des *urban studies* dans la science politique française », *Working papers* du programme Villes & Territoires, qui interroge notamment Neil Brenner (2009).
- 4 Pour une autre vision de ce « flou » de l’Inventaire, voir Jean-Claude Lasserre (1996).
- 5 D’assez nombreuses thèses abordent ces questions dans un cadre régional, comme celle de Karim Souiah (2010).
- 6 Parmi de nombreux travaux, voir ceux de Daniel Fabre (1997a et b). Cf aussi les récits des témoins et acteurs comme Martine Segalen (2005) et Jean Cuisenier (2006).
- 7 *Les Monuments historiques de la France* étaient édités par la Commission des monuments historiques et la Commission supérieure des monuments naturels et des sites (1936-1977). Le numéro 113 « Profession architecte en chef » accompagnait la parution d’un catalogue de la CNMHS, *Les Concours des monuments historiques de 1893 à 1979* (1981).
- 8 Il s’agit d’une « science politique appliquée au patrimoine » (Leniaud, 2003 : 13).
- 9 Ainsi, *Patrimoine et Société contemporaine*, Forum du patrimoine, Paris, 1987 ; *Les Enjeux du patrimoine architectural du XX^e siècle*, Évreux, Couvent de la Tourette, 1987 ; *De l’utilité du patrimoine*, Fontevraud-l’Abbaye, 1991 ; *Les Monuments historiques demain*, Paris, 1987.
- 10 Un ouvrage dirigé par Françoise Péron comporte un choix bibliographique consacré à la réflexion sur le patrimoine en sciences humaines en 1980-2002 (2002 : 533-534).
- 11 Voir l’activité du Comité national pour la reconstruction des Tuileries. [En ligne] <www.tuileries.org>
- 12 Les commémorations ou célébrations diverses en fournissent régulièrement, ainsi : *Monsieur le « conservateur »*. *Musées et combats culturels en Bretagne au temps de Yann-Cheun Veillard* (Collectif, 2001). L’injonction commémorative est à l’origine de l’ouvrage intitulé *Les Architectes en chef des monuments historiques, 1893-1993, Centenaire du concours des ACMH* (Perrot, 1994) qui fait suite au volume du *Centenaire du service des monuments historiques et de la Société française d’archéologie (1834-1934)* (1935).
- 13 Une thèse en cours, menée par Paz Nunez Regueiro à l’université Paris 1, a pour titre *Les Explorations scientifiques et activités missionnaires en Patagonie et la constitution des collections muséales européennes et états-uniennes (fin du XVIII^e siècle-début du XX^e siècle)*.
- 14 Il est à noter que le musée de Sèvres a monté une convention CIFRE pour qu’une thèse soit consacrée à son histoire (Anne-Lise Auffret, Université Paris 1), une initiative qui doit être saluée en l’absence d’un comité d’Histoire des musées de France, que Jacques Sallois avait pourtant installé.
- 15 Une thèse de Christine Gallardo est en cours à l’université Paris 1 sur les commissaires-experts du Louvre au XIX^e siècle. Voir aussi Charlotte Guichard (2001).
- 16 Voir aussi la thèse en cours de Géraldine Masson sur la prosopographie des conservateurs de musées français de la fin du XIX^e siècle. (Université Paris 1.)
- 17 Une thèse est en cours, intitulée *Les Voyages d’étude et d’observation entre les musées européens : Transferts culturels et construction de nouveaux paradigmes muséographiques, 1880-1939*, par Xavier-Pol Tilliette, Université Paris 1.
- 18 Voir la thèse de Franca Malservisi, rare exemple de comparaison entre France et Italie (2005). Cf. aussi Noémie Étienne (2012) ; Noémie Étienne & Léonie Hénaut (dir.) (2012) ; Pierre-Yves Kairis, Béatrice Sarrazin et François Trémolières (dir.) (2012).
- 19 Voir la grande entreprise de Pauline Prevost-Marcilhacy, *Les Rothschild, mécènes des musées et des institutions françaises*, à paraître, première histoire totale d’un des grands mécénats français contemporains.
- 20 C’est le titre du chapitre introductif de Laurier Turgeon dans l’ouvrage qu’il dirigea avec Octave Debary (2007 : 13-35).

Pour citer cet article

Référence papier

Dominique Poulot, « Le patrimoine en France : Une génération d'histoire. 1980-2010 », *Culture & Musées*, Hors-série | 2013, 189-213.

Référence électronique

Dominique Poulot, « Le patrimoine en France : Une génération d'histoire. 1980-2010 », *Culture & Musées* [En ligne], Hors-série | 2013, mis en ligne le 19 juin 2018, consulté le 28 juin 2021. URL :

<http://journals.openedition.org/culturemusees/773> ; DOI :
<https://doi.org/10.4000/culturemusees.773>

Auteur

Dominique Poulot

Dominique Poulot dirige l'école doctorale d'histoire de l'art de l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne où il enseigne l'histoire de la patrimonialisation aux époques moderne et contemporaine. Il a notamment publié *Musée, nation, patrimoine, 1789-1815* (1997), *Une histoire des musées de France* (2005), *Musée et muséologie* (2005). Il a récemment conduit des travaux collectifs sur « Goûts privés et enjeux publics dans la patrimonialisation XVIII^e-XXI^e siècle » (2012) et sur les musées européens avec le programme européen *European National Museums*. [En ligne] <www.eunamus.eu>
dominique.poulot@univ-paris1.fr

Articles du même auteur

Histoire de l'art, n° 84-85, 2020, « États du musée » [Texte intégral]

Paru dans *Culture & Musées*, 37 | 2021

Krzysztof Pomian. 2020. Le Musée, une histoire mondiale. T. 1 : Du trésor au musée [Texte intégral]

Paru dans *Culture & Musées*, 37 | 2021

Éditorial [Texte intégral]

Paru dans *Culture & Musées*, 37 | 2021

Éditorial [Texte intégral]

Paru dans *Culture & Musées*, 36 | 2020

Noémie Étienne. 2020. Les Autres et les Ancêtres. Les dioramas de Franz Boas et d'Arthur C. Parker à New York, 1900 [Texte intégral]

Paru dans *Culture & Musées*, 36 | 2020

Dario Gamboni. Le Musée comme expérience. Dialogue itinérant sur les musées d'artistes et de collectionneurs [Texte intégral]

Paru dans *Culture & Musées*, 36 | 2020

Tous les textes...

Droits d'auteur

Culture & Musées